



Dans la région de Mons, une « organisation criminelle » se serait spécialisée dans les placements financiers à hauts rendements. **Des Belges adeptes de l'argent facile. Parmi eux : un ex-bras droit d'Elio Di Rupo.** Leur course un peu folle les aurait menés dans les bras d'une redoutable mafia, opérant aux Etats-Unis. La « Belgian Connection » rabattait des clients vers des hommes d'affaires qui auraient blanchi l'argent de la drogue, au service d'un puissant cartel mexicain. Voici les résultats d'un an d'enquête. Du labyrinthe hennuyer aux mystères de Floride.

PAR PHILIPPE ENGELS ET ANABEL HERNANDEZ

# La Belgian Connection



**BELLES CYLINDRÉES, DROGUE DURE**  
**ET ARGENT SALE :** cocktail explosif  
 en Arizona.



**LE CARTEL MEXICAIN DE SINALOA**  
 infiltre les milieux bancaires et  
 politiques jusqu'en Europe.



## ➔ DÉCRYPTAGE

Une fraude « à la Madoff » a fait des milliers de victimes. 82 000 rien qu'en France. De petits investisseurs issus des quatre coins du monde étaient attirés par des placements à très hauts rendements. Mais la pyramide a explosé il y a quatre ans, et ils ont été grugés. D'autres naïfs ont cru financer des usines de bio-carburant. Escroquerie, ici aussi : les fonds récoltés servaient à d'autres objectifs et ces projets prometteurs n'ont jamais vu le jour. Qui était à la manœuvre ? Des hommes d'affaires établis en Floride. Les patrons d'une firme aux activités nébuleuses, nommée « DWB ». Selon les conseillers du ministère américain de la Défense, les dirigeants de cette DWB travailleraient pour le plus grand cartel de la drogue à l'échelle mondiale : le cartel mexicain de Sinaloa. Les placements dans des produits financiers ou des usines de biocarburant auraient alimenté une gigantesque stratégie de blanchiment. Une « organisation criminelle » présumée - réunie autour d'un ancien bras droit d'Élio Di Rupo - faisait des affaires avec les blanchisseurs d'argent sale. Partenaires intéressés ? Complices à leur insu ? ■



PIERRE URBAIN, ex-bras droit d'Élio Di Rupo, inculpé en mars 2013.

# DES BELGES

# AU SERVICE DE LA MAFIA ?

Faire de l'argent, attirer des investisseurs : des petits poissons belges évoluaient en eaux troubles dans notre pays. Jusqu'au jour où, attirés par les gros requins, leur voracité les aurait poussés à rejoindre à ces grands prédateurs.

Dans le centre d'Orlando, des touristes délaissent un moment les héros de Disneyworld. Il n'y a pas d'hiver en Floride. Il fait chaud toute l'année. A la tombée de la nuit, ces bienheureux venus de Belgique, de France ou d'ailleurs viennent savourer un air de samba dans les bars de cette ville opulente. S'ils étaient venus au début de l'automne, ces touristes auraient pu croiser les hommes d'affaires Daniel Fernandes Rojo Filho et Pedro Benevides ou leur ami mexicain « Mike », sapé comme un prince. A l'entrée d'un hôtel de l'insouciant Orlando, ils auraient aperçu une Ferrari ou une Lamborghini flamboyante. Des gardes du corps, aussi, et quelques prostituées à l'affût. Une patiente investigation commandée par le Pentagone (ministère américain de la Défense) a pu établir que Rojo Filho et Benevides travaillent pour le cartel mexicain de Sinaloa, considéré comme l'organisation la plus puissante de l'ère post-Ben Laden. Ils sont suspectés de blanchir l'argent de la drogue. « Mike » ou d'autres amèneraient les fonds. Rojo Filho et Benevides donneraient une apparence acceptable à l'argent sale en faisant croire, par exemple, à de vrais investissements dans de fausses usines. Dans un hôtel d'Orlando, il y a quelques mois, c'est encore de cela dont il s'agissait.



Focalisant l'attention d'enquêteurs américains depuis plusieurs années, ces trois hommes restent libres de leurs mouvements. Le Brésilien Rojo Filho et l'Américano-Portugais Pedro Benevides sont les têtes de pont de la holding DWB - une firme fantôme soi-disant active dans la finance ou l'énergie - et d'un réseau de sociétés constituées en Floride et au Panama. Ils ont été sanctionnés, à la Toussaint, pour détention d'argent sale. Par

un tribunal civil qui les a frappés au portefeuille. « *No comment* », en revanche, sur le plan pénal. Leurs biens issus du trafic de stupéfiants et de diverses escroqueries ont été confisqués. Mais les deux hommes sont en liberté alors qu'ils sont suspectés d'avoir détourné l'argent de milliers d'investisseurs (lire par ailleurs en page XXXX20XXXX).

Des documents secrets, mails et autres témoignages permettent de l'affirmer : des Belges sont impli-

qués dans cette sale affaire. Ils ont fourni des clients aux hommes d'affaires de Floride. Ils ont signé des accords de partenariat. Ils auraient contribué à cette gigantesque opération de blanchiment.

### L'OBJECTIF : TROUVER DES CONTACTS EN EUROPE...

Remontons au tout début de 2007. A l'époque, Rojo Filho et d'autres dirigeants de DWB cherchent à

élargir leur champ d'action. Ils ont l'Europe en point de mire. Daniel Fernandes Rojo Filho trouve du répondant chez nous. En Belgique, un petit groupe s'est lancé dans les placements financiers à hauts rendements. Il y a là un indépendant du Brabant wallon, Bernard Potvin, le comptable hennuyer Jean-Christophe Lecomte, le secrétaire communal de Boussu Pierre Urbain et quelques autres. Ils ont repris des sociétés délaissées qu'ils transforment à leur guise. C'est le cas avec Rosalus Invest, écartée fin 2006 de son usage initial (la construction et les travaux d'aménagement). Cette Rosalus prend les traits d'une fausse banque. Et les Américains de DWB flairent le bon coup. Le vendredi 2 février 2007, ils placent un des leurs à la tête de la « banque ». Le Colombien Hernando Caicedo Cabrera est nommé « *directeur spécial* », chargé de « *toutes les opérations bancaires et les transactions financières* ».

### DWB, FANTÔME MYSTÉRIeux

DWB prend le contrôle des opérations. Via les amis belges, la holding américaine exerce un pouvoir d'attraction auprès d'investisseurs européens sur des projets qui s'avèreront fumeux. Les dirigeants de DWB font signer à Rosalus une *joint venture* portant sur le développement d'une usine de biodiesel en Europe. Où, quand, comment ? Des mots. Du vent. En échange d'une promesse de prise de participation, les Belges Potvin, Lecomte et consorts apportent leur contribution financière à un projet de... 480 millions de dollars (350 millions d'euros). Une mise de départ importante est versée à l'aveugle.

Très vite, les partenaires belges vont déchanter. Ils rabattent ➤

294 BARRES D'OR TROUVÉES EN ARIZONA ! Escroqueries et blanchiment...



> vers les Etats-Unis des candidats-investisseurs venus d'Europe de l'Est. D'autres types de placements sont concernés. Les Belges sont rapidement mis sous pression lorsque des Slovaques ou des Ukrainiens veulent récupérer leur argent. Ils prennent peur. Ils tentent de joindre les Américains. Ils évoquent des plaintes auprès du FBI. « *Nous sommes obligés d'en arriver là. Car nous sommes aussi menacés par nos investisseurs* » (...) « *Je n'ai pas envie de finir (coulé) dans un pont d'autoroute ni même en prison* », écrit Pierre Urbain, le 12 mars 2007, à ses interlocuteurs américains. La tension est palpable. Les pratiques évoquées sont celles d'une mafia.

## EX-BRAS DROIT DU BOURGMESTRE DI RUPO

Le mandataire public Pierre Urbain a été inculpé en mars 2013 pour sa participation présumée à une « *organisation criminelle* » impliquée dans des placements trompeurs. Ses deux complices ont été placés en détention durant quelques semaines par le juge d'instruction montois Alain Blondiaux. Lecomte et Potvin, l'autre directeur spécial de Rosalus. Ils bénéficient à ce stade de la pré-

**PEDRO BENEVIDES RISQUE 30 ANS DE PRISON...** pour une autre affaire (qui sera bientôt développée en ces pages).

somption d'innocence. La justice leur reproche d'avoir joué aux « *banquiers parallèles* » en prenant le contrôle d'une société luxembourgeoise (Daro), en créant des offshores au Panama et en transformant donc l'énigmatique Rosalus. Ils semblent avoir été pris dans les griffes d'une organisation très intéressée par le profil du secrétaire communal Pierre Urbain. Avant ses ennuis judiciaires, celui-ci était un homme de réseaux très apprécié par le Parti socialiste d'Elio Di Rupo. En 2009, il était devenu le bras droit administratif du bourgmestre de Mons Di Rupo.

Selon des documents judiciaires américains, DWB cherchait des associés dans d'autres contrées. La justice US est en possession d'un listing de 418 investisseurs abusés par des placements illusoires auprès d'une autre firme fondée en Floride. Il s'agit de Green Power Systems (GPS), aujourd'hui

en ruine. Des Equatoriens ou des Nord-Américains croyaient contribuer à l'essor de GPS en finançant de mirifiques projets d'usines de biocarburant - notamment en République dominicaine. Des millions de dollars ont été libérés. Mais, ici aussi, les fameuses usines sont restées dans les cartons. GPS servait d'appât. Les fonds investis se sont retrouvés sur les comptes secrets de DWB saisis en Arizona. Une escroquerie doublée d'une manœuvre de blanchiment.

## ALORS, COMPLICES OU PAS ?

Complices ou victimes, ces Belges intéressés par de l'argent rapide ? Ils ont imaginé leurs activités litigieuses bien avant les contacts outre-Atlantique. Tout aurait commencé en mars 2003. A l'époque, un petit entrepreneur belge expatrié sur la Côte d'Azur - Bernard Doyen - propose à Pierre Urbain, Bernard Potvin et consorts d'adhérer à des programmes d'investissements très lucratifs. Il est question de rendements de 4,5 % par... jour. La proposition paraît indécente. « *Nous avons la possibilité de pénétrer des programmes essentiellement utilisés par des organismes internationaux aux fins humanitaires, et ce à partir de 10 millions de dollars* », écrit « Bernard » (Doyen) à « Pierre » (Urbain). Des commissions de 25 % sont promises aux rabatteurs d'investisseurs. Se faire de l'argent sur de l'humanitaire : quand le cynisme rivalise avec la cupidité. Doyen refuse tout commentaire à ce propos. Des policiers belges enquêtant sur des dossiers connexes l'ont interrogé une première fois, à Nice, le 9 février 2012.

**« NOUS SOMMES AUSSI MENACÉS, JE N'AI PAS ENVIE DE FINIR COULÉ DANS UN PONT D'AUTOROUTE, NI MÊME EN PRISON » (PIERRE URBAIN, 12/3/2007)**

## LE LUXEMBOURG SOUPÇONNE

L'intention de jouer aux banquiers alternatifs remonterait donc à dix ans. En 2005, la petite bande va ensuite prendre le contrôle d'une société luxembourgeoise (Daro), la détourner de son objet et rapidement attirer, au Grand-Duché, l'attention de la « Commission de surveillance du secteur financier ». Le 9 décembre 2005, celle-ci écrit à Daro. « *Il a été porté à notre connaissance que votre société exercerait une activité de placement au public offrant un rendement très élevé* », pour laquelle il est nécessaire de « *disposer au préalable d'un agrément écrit du ministre (luxembourgeois, NDLR) du Trésor et du Budget* ». Premier avertissement, sans frais. Potvin semble diriger le cours des affaires. Le secrétaire communal Pierre Urbain suit tout cela de très près. Il assiste à la signature d'une première convention de placement dans un cabinet d'avocats, à Mons. Des Slovaques placent leurs économies auprès des Belges. 125 000 euros, puis 180 000. L'argent est confié à un *hedge fund* géré au Liechtenstein, mais référencé aux îles Saint-Vincent et Grenadines. Mauvais choix ? Il apparaîtra plus tard que le gestionnaire de ce fonds (Galileo) trompe de manière frauduleuse les investisseurs en... gonflant les rendements promis.

Les Belges ont un pied à l'étrier. Ils continuent. Un Brésilien aux études en Belgique - Wagner Da Silva - va les mettre en contact avec Rojo Filho.

## POUR LA DROGUE, SAVAIENT-ILS ?

En mai 2006, la luxembourgeoise Daro aurait investi 2 puis 6 millions de dollars auprès des nouveaux partenaires américains. Des deux côtés de l'océan, des envies parallèles semblent se rencontrer. Daro ne suffit plus aux Belges. Ils reprennent Rosalus, à Mons. Potvin, Urbain et leurs amis placent leurs propres économies, font office d'in-



termédiaire et espèrent toucher ainsi des commissions. Aux Etats-Unis, les personnes de « référence » se nomment Daniel Fernandes Rojo Filho, Heriberto Perez Valdes ou Hernando Caicedo Cabrera.

La « Belgian Connection » sait-elle qui se trouve au bout du fil ? A plusieurs reprises, nous avons contacté Pierre Urbain et son avocat Marc Uyttendaele. Ils ne souhaitent pas répondre à cette question. Plusieurs témoignages ou documents font croire que les Belges ignoraient les liens présumés des amis américains avec le cartel mexicain de Sinaloa. Toutefois, ils ne pouvaient ignorer la nature frauduleuse de ce type d'opérations.

Fin 2006, Bernard Potvin devient le vice-président de DWB. Lorsque Rosalus et DWB signent un partenariat pour le développement d'une usine de biodiesel d'une valeur de 480 millions de dollars, Rojo Filho suggère aux Belges de présenter ce contrat à la banque ING. Car « *nous ne pouvons montrer ce programme à aucune banque* ». Ne fallait-il pas se méfier ? Le contrat est un modèle-type. Les Américains suggèrent aux Belges d'y changer ce qu'ils veulent. Seul semble importer l'apport de fonds (lire le document p. XXX21)

Courant 2007, Urbain et ses par-

**LE BRÉSILIEN ROJO FILHO SE LANCE DANS DE NOUVELLES AFFAIRES.** Étonnant, sans doute, suite aux confiscations dont il a fait l'objet.

tenaires vont de l'avant malgré les rappels à l'ordre et les retards de paiement. Fin 2007, le secrétaire communal Pierre Urbain et Bernard Doyen créent des sociétés à Panama. Ils y deviennent les directeurs-fondateurs de deux sociétés offshore, Urb Development et Neyod Development. Le nom de la première se résume aux trois premières lettres d'Urbain. La seconde est l'anagramme de Doyen. L'objectif implicite ? Echapper aux regards du fisc ou de la police. Rojo Filho et les Américains font pareil. Au même moment, ils créent des écrans au Panama.

## BUSINESS EN DEMI-TEINTE

Quand, en 2008, les Américains de DWB prennent la main sur une vaste fraude pyramidale à la Madoff (lire p. XXX20XXX), les Belges développent leur propre business au pays. Impossible d'entrer, ici, dans le détail de leurs initiatives plus ou moins couronnées de succès. Echec auprès de l'intercommunale IDEA (Mons-Borinage), notamment. Cet organisme à 100 % public, contrôlé par le Parti socialiste, souhaite placer les 80 millions d'euros obtenus en vendant ses activités de télédistribution à Tecteo. Pierre Urbain >

> et d'autres partenaires espèrent y toucher d'importantes commissions. Ils ambitionnent de servir d'intermédiaires auprès de banques suisses finalement jugées peu fiables. Echec aussi en Brabant wallon. Les mêmes finauds cherchent à convaincre des courtiers, des investisseurs, des promoteurs immobiliers. Ils disent connaître des solutions miraculeuses pour financer de grands projets, sans pouvoir appâter le chaland.

## UN MAIL HALLUCINANT

En juin 2008, Pierre Urbain ou ses amis auraient pu s'estimer éreintés par les désillusions. Menaces, stress, apaisement auprès de lointaines sirènes américaines. Un cycle épuisant. Daniel Fernandes Rojo Filho, le millionnaire au grand pouvoir de séduction, semble rassurant sur la suite des affaires en Floride. Alors, peu échaudé, Urbain le relance lui-même par mail le 29 juin 2008 : « *J'ai la possibilité de faire des profits de quelque 50 %, mais le ticket est cher : au minimum 25 millions d'euros. C'est complètement sécurisé par un « bg » (garantie bancaire, NDLR) d'une banque européenne du top. Le problème, c'est que je n'ai pas l'argent. La solution pourrait venir de vous ?* »

Pas de chance. Quelques semaines plus tard, le fruit des affaires douteuses de Rojo Filho est saisi en Arizona par la DEA, la police américaine anti-drogue. Pierre Urbain subira un fameux coup du sort deux ans plus tard. En mars 2010, des perquisitions au sein de l'Hôtel de ville de Mons vont accélérer ses ennuis. D'autres proches d'Elio Di Rupo sont visés. Mais les ordinateurs du secrétaire communal sont visités. Tout comme ses bureaux, puis son domicile. Mauvaises descentes de police. Urbain et ses amis intéressés pensaient avoir été discrets. Ils ont pris des risques insensés, négligé plusieurs feux orange et cherché à couvrir leurs déconvenues en augmentant à chaque fois la part de dangerosité.

■ PHILIPPE ENGELS ET ANABEL HERNÁNDEZ

# LE CARTEL QUI BLANCHIT DES MILLIONS VIA UNE FRAUDE À LA MADOFF

**Une fraude pyramidale. De faux placements dans des usines de biocarburant. De 2007 à 2009, le cartel mexicain de Sinaloa aurait blanchi plus de 150 millions d'euros tout en escroquant des milliers de petits investisseurs. Une internationale du crime en col blanc.**

PAR PHILIPPE ENGELS ET ANABEL HERNÁNDEZ

**E**n 2007, la société panaméenne EMG a commencé à attirer sur le Net de nombreux investisseurs dans des placements à très hauts rendements. Les milliers de candides ne pouvaient imaginer que, tout en étant escroqués, ils seraient associés au blanchiment massif de l'argent de la drogue. Au cœur du dispositif, deux hommes d'affaires : Daniel Fernandes Rojo Filho et Pedro Benevides. Ils seraient apparentés au cartel de la drogue dit « de Sinaloa ».

Les mécanismes financiers mis en place sont décrits dans les documents officiels américains. Ils forment la charpente d'une enquête criminelle classée « top secret » aux

Etats-Unis. D'autres documents accablants pour les cerveaux des opérations proviennent d'enquêtes ouvertes par les justices espagnole et belge. Des échanges de mails, des témoignages recueillis en Europe ou outre-Atlantique, d'autres pièces recueillies dans des paradis fiscaux offshore complètent nos informations.

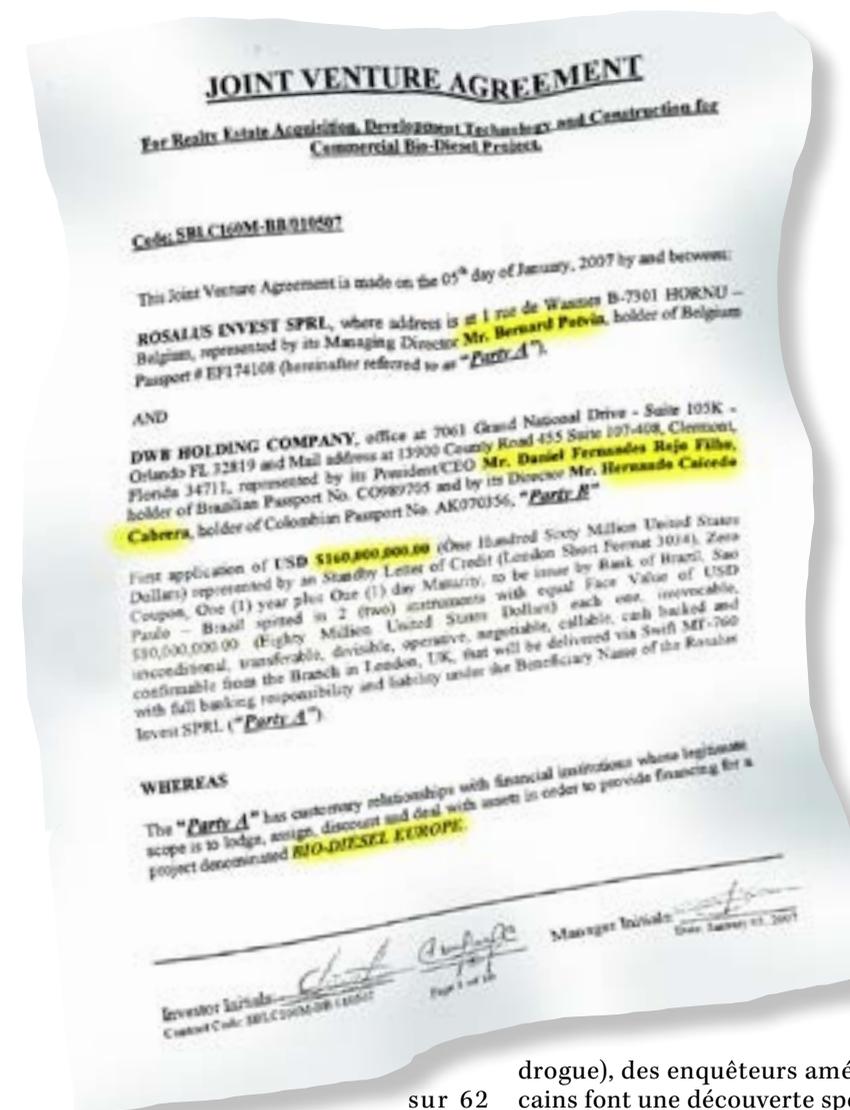
Rojo Filho et Benevides sont les patrons d'une firme créée en Floride, la holding DWB, associée à la panaméenne EMG. Des tribunaux civils américains ont établi que ces deux sociétés ont échafaudé une gigantesque pyramide dite « de Ponzi ». Un type de fraude rendu célèbre par le grand escroc Charles Ponzi, il y a près d'un siècle, puis par le financier américain Bernard Madoff, condamné à 150 ans

de prison en juin 2009. Le principe consiste à attirer des investisseurs dont les avances financent les intérêts des clients situés aux niveaux supérieurs. Jusqu'au moment où, faute de liquidités, la pyramide s'effondre au préjudice des derniers arrivés. En parallèle, un autre type d'escroquerie a été orchestré par la société DWB. De faux investissements dans des usines de biocarburant - qui n'ont jamais vu le jour - sont venus renforcer le dispositif de blanchiment d'argent de la criminalité organisée.

## PÊCHE MIRACULEUSE EN ARIZONA

La holding DWB était un mirage. Ses dirigeants ont mordu la poussière devant un tribunal civil de Floride, le 31 octobre dernier. Au plan pénal, toutefois, l'investigation se poursuit. Rojo Filho et Benevides restent libres.

La justice espagnole estime que l'affaire EMG/DWB a provoqué des dégâts dans 110 pays. Rien qu'en France, on dénombrerait 82 000 victimes. A l'échelle mondiale, il est impossible de chiffrer le nombre de plaignants. Mais les montants détournés et blanchis au bénéfice d'un cartel de la drogue seraient d'au moins 213 millions de dollars (156 millions d'euros). L'arnaque a duré deux ans. Dix banques ont accueilli les blanchisseurs. Parmi elles, la récidiviste Wachovia, rachetée entre-temps par Wells Fargo. De l'argent d'origine criminelle a été saisi par les autorités américaines



sur 62 comptes bancaires. Près de 30 sociétés sont impliquées dans ce réseau mondial.

Pour comprendre cette étonnante affaire, il faut remonter au vendredi 22 août 2008. Sous la houlette de la DEA (la police anti-

drogue), des enquêteurs américains font une découverte spectaculaire sur des comptes ouverts en Arizona par Daniel Fernandes Rojo Filho et Pedro Benevides. Leur société - DWB - est active dans les secteurs du « global trading », de la finance, de l'énergie, de l'aviation et du commerce de l'or. >

➤ L'enquête a débuté suite à des soupçons de trafic de drogue. Le contenu des comptes permettra aux policiers de comprendre l'imbrication de diverses affaires. Des millions de dollars, des voitures de luxe et 294 barres d'or figurent dans le butin découvert en Arizona. Les avoirs du Brésilien Daniel Fernandes Rojo Filho et de l'Américano-Portugais Pedro Benevides sont saisis de manière préventive, avant d'être, le 31 octobre dernier, définitivement confisqués par le tribunal civil du « Middle District » d'Orlando (Floride). La justice US confirme que le magot « découle du trafic de drogue » et qu'il est « impliqué dans une vaste opération de blanchiment à l'échelle internationale ».

**LES EXPERTS DU PENTAGONE**

Selon l'Institute for Defense Analyses (IDA) - « C'est le think tank du Pentagone », dit un membre du Congrès américain -, Rojo Filho et Benevides travaillent pour le compte du cartel mexicain de Sinaloa. Pendant plusieurs années, cet institut, sans but lucratif et spécialisé dans la détection des organisations criminelles transnationales, s'est efforcé de comprendre les ramifications du cartel de la drogue. L'IDA a réalisé cette étude pour le compte d'une division du Pentagone, en vertu du contrat DASW01-04-C-0003. Même si ce document d'avril 2012 ne représente pas la position officielle du gouvernement américain, l'IDA a la réputation d'informer la Maison-Blanche. Daniel Fernandes Rojo Filho et Pedro Benevides sont identifiés comme « l'une des composantes financières du cartel ».

Les auteurs de cette étude refusent de commenter « un travail qui nous a été commandé ».

La pyramide financière aurait été montée à l'origine par la société panaméenne EMG (Evolution Market Group), dont le principal dirigeant a été arrêté à Valence (Espagne) en mars 2011.



**COAUTEUR DE CETTE ENQUÊTE, LA JOURNALISTE MEXICAINE ANABEL HERNÁNDEZ a écrit plusieurs livres sur le trafic de drogue et la corruption au Mexique.**

Il s'agit de German Cardona, libéré un an plus tard. De 2007 à 2009, des investisseurs étaient recrutés sur le Net. Ils étaient attirés sur le site « Finanzas Forex » (FFX), la marque commerciale d'EMG. Celle-ci se présentait comme « une société d'intermédiation financière (...) composée d'une équipe de professionnels et d'experts en investissements sur le marché des devises ».

**RENDEMENTS MIROBOLANTS**

L'inscription sur ce site FFX était totalement gratuite. Chaque nouveau membre recevait l'accès à un compte présentant deux colonnes, celle des débits et des crédits. Toute somme soi-disant investie sur le marché des devises était imputée dans les crédits. Idem en cas de parrainage. C'était rassurant en soi. Le recrutement de « filleuls » rapportait des commissions allant jusqu'à 6 %. Les promoteurs de FFX annonçaient des rendements mensuels de 10 à 20 %, intérêts et commissions additionnés.

Après avoir promu FFX/EMG, l'Américaine DWB aurait récupéré l'opération en cours de route. Avec l'argent des petits investisseurs, Rojo Filho et Benevides se seraient offert de belles voitures. L'enquête américaine a démontré qu'entre décembre 2007 et mai 2008, environ 189 millions de dollars (139 millions d'euros) - provenant d'investissements dans les produits d'EMG - ont été déposés auprès de la banque Wells Fargo. De l'argent blanchi a aussi été retrouvé chez Wachovia. Ce n'est pas la première fois que ces deux banques sont éclabou-

sées par des affaires de blanchiment. Wachovia a été rachetée par le groupe américain Wells Fargo en 2008. En 2010, elle a été condamnée à payer une amende de 110 millions de dollars pour des faits semblables. Un an plus tard, l'hebdomadaire anglais *The Observer* indiquait qu'entre 2004 et 2007, Wachovia aurait permis au cartel de Sinaloa de blanchir 378 milliards de dollars (277 milliards d'euros), soit un tiers du produit national brut du Mexique.

Des victimes de cette énorme fraude DWB/EMG sont identifiées partout en Europe, en Amérique centrale, du Sud et du Nord et jusqu'en Océanie. En France ou en Espagne, certaines se sont regroupées sous la forme d'associations. D'autres ont déposé plainte devant les tribunaux américains. Un de ces plaignants (français) a perdu à lui seul un million de dollars. Tant que l'enquête pénale n'aura pas abouti, les chances d'indemnisation resteront précaires.

**LE BIOCARBURANT ET LA « BELGIAN CONNECTION »**

Au début de 2007, les dirigeants de la holding DWB cherchent manifestation des connexions à l'étranger. Ils traversent l'océan et c'est ici qu'entre en piste la structure réunie autour d'un ancien bras droit d'Elio Di Rupo, Pierre Urbain (lire p.XXXXXXXXXX). DWB entend capter des investisseurs européens pour des projets mirifiques dans les énergies renouvelables. Elle se sert d'une « fausse banque » exploitée par les amis d'Urbain. Cette Rosalus

**UNE FRAUDE GIGANTESQUE, DES VICTIMES PARTOUT EN EUROPE, EN AMÉRIQUE, ET MÊME EN OCÉANIE ! UN FRANÇAIS A PERDU UN MILLION DE DOLLARS...**



Invest investit à perte et rabat le chaland à l'Est. Mais selon des documents judiciaires américains, DWB aurait aussi abusé 418 investisseurs appâtés par des placements illusoires auprès d'une autre firme établie en Floride. Il s'agit de Green Power Systems (GPS), aujourd'hui en ruine. Mêmes promesses, mêmes espoirs déçus. En Arizona, 24 millions de dollars ont été retrouvés sur un compte ouvert par DWB auprès de la Bank of America. De l'argent soi-disant placé dans GPS. Détourné, en fait. Aux enquêteurs américains, le président de GPS Ingo Krieg a affirmé n'avoir rien vu venir.

**LA MÉCANIQUE DU BLANCHIMENT**

Comme l'explique un document judiciaire de 95 pages rédigé par le shérif adjoint du comté d'Osceola (Floride), Noël F. Martinez, spécialisé dans la criminalité financière, les comptes en Arizona de DWB étaient approvisionnés de trois manières : - 1. le commerce de la drogue. - 2. les économies abandonnées dans la fameuse pyramide « à la Madoff ». - 3. les placements stériles dans les énergies renouvelables.

Au sein de la pyramide, les mouvements financiers à toute vitesse empêchaient de tracer l'origine exacte des fonds. En parallèle, DWB donnait une justification économique à ses autres activités en faisant croire à de vrais investissements industriels dans les biocarburants. L'argent de la drogue pouvait alors être transformé en lingots d'or, par exemple, ou réinjecté dans l'économie. Aux Etats-Unis et au Mexique. Le déploiement de cette internationale du crime en col blanc illustre la difficulté à lutter contre ce type d'organisations bien infiltrées. ■ **PHILIPPE ENGELS ET ANABEL HERNÁNDEZ** avec le soutien du Fonds pour le Journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.



Des escrocs, identifiés aux Etats-Unis et membres présumés d'un cartel de la drogue mexicain. Des victimes, localisées surtout en Europe. Des réseaux de blanchiment, pénétrant chez nous les coulisses de la politique. Ce dossier explosif<sup>(\*)</sup> avait de multiples raisons d'être malmené. Enquête sur l'enquête.

PAR PHILIPPE ENGELS  
ET ANABEL HERNANDEZ

(\*) voir *Marianne Belgique* n°47, p. 22 : Le cartel qui blanchit des millions via une fraude à la Madoff.

# NARCO-EU ROS

## L'ENQUÊTE ATOMISÉE



AU LARGE DE TAMPA (GOLFE DU MEXIQUE).

Paradis des grosses fortunes, la Floride a vu se développer des dizaines de pyramides frauduleuses. Elle est aussi un lieu prisé des trafiquants de drogue et des blanchisseurs.

ici Noël F. Martinez. Je vous écoute... » Le sheriff du comté d'Osceola (Floride) est vite sur la balle, à l'écoute de nos questions. Pourquoi cette affaire reste-t-elle en suspens alors que toutes les pièces du puzzle semblent réunies ? Que fait la justice américaine ? Même si l'envie se fait sentir, Martinez s'oblige au silence. Le dossier EMG/DWB est classé « *Top secret* ». Même rengaine dans les milieux judiciaires. « *No comment!* » Dès le 20 janvier 2010, pourtant, l'enquêteur Martinez avait compris l'essentiel, et il l'avait consigné dans un document limpide. De l'exploit au... gâchis ? En seize mois, montre en main, les meilleures polices des Etats-Unis avaient saisi la logique d'un redoutable réseau d'escrocs. En août 2008, l'investigation menée par la DEA (*Drug Enforcement Administration*) avait commencé par démasquer les cerveaux d'une fraude internationale montée par les sociétés EMG (Panama) et DWB (Floride). En Arizona, la police antidrogue avait découvert - mêlés - l'argent du trafic de stupéfiants, les placements illusoire dans des usines de biocarburant et les économies de victimes piégées par une pyramide à la Madoff. Il y a plus de cinq ans, donc, un faisceau de présomptions ciblait déjà les détenteurs de ces comptes suspects d'Arizona : les hommes d'affaires Daniel Fernandes Rojo Filho et Pedro Benevides. Alors que la fraude allait faire encore de nombreuses victimes dans le monde entier.

### ON SAISIT PUIS ON LAMBINE

On peut parler aujourd'hui d'une justice à deux vitesses. Les tribunaux civils américains ont confisqué les « *fonds d'origine criminelle* », résultant notamment d'un blanchiment d'argent sale ou détournés de leur usage. C'est sur le plan pénal que cela coince. « *Terriblement frustrant*, grince l'avocat de victimes françaises, Francis Boyer. *L'enquête pénale patine. Les faits sont suffi-* >



## DÉCRYPTAGE

L'interminable enquête. Cinq ans après avoir réuni les meilleurs indices, la police et la justice américaine prennent le risque de laisser filer les auteurs présumés d'une fraude gigantesque. Une escroquerie aux placements mirifiques doublée d'une vaste opération de blanchiment d'argent de la drogue. L'ombre du cartel mexicain de Sinaloa plane sur cette enquête difficile, mêlant différentes infractions et concernant de nombreux pays, dont la Belgique. Les Etats-Unis se réfugient derrière le label « *Top secret* ». Pour mieux remonter la filière de la drogue ? Pour coincer de plus gros poissons ? En attendant, les escrocs présumés font preuve d'un culot monstre. L'un d'entre eux s'affiche en tant que... « Chancelier » des relations Etats-Unis/Brésil. Il développe même de nouvelles affaires. De quoi augmenter la colère de ses premières victimes. ■



► *samment graves pour que l'argent soit saisi. Mais pas assez pour arrêter les coupables et indemniser des gens qui ont tout perdu dans l'aventure.* » Dans son bureau de Jacksonville (nord de la Floride), l'avocat Boyer ose la question qui sème le trouble : « *Les escrocs présumés auraient-ils reçu des promesses de clémence en échange d'informations sur les filières de drogue ?* » Elémentaire, mon cher Watson ? 1. Le Pentagone et la Maison-Blanche ont été informés en avril 2012 que Rojo Filho et Benevides seraient apparentés au cartel mexicain de Sinaloa. 2. Cette organisation multiriminelle prolifère au Mexique, où les gouver-

nements successifs ont démontré leur incapacité à juguler le fléau de la drogue. Même si leur propre attitude fait l'objet de controverses, les Etats-Unis regrettent la passivité de leur voisin et ils redoutent l'expansion des trafics sur leur propre territoire. 3. Les businessmen Rojo Filho et/ou Benevides pourraient disposer d'informations utiles pour comprendre le fonctionnement du cartel.

Bien que les tribunaux américains ignorent toute forme d'accord avec ces escrocs présumés, une reconnaissance de culpabilité renforce cette thèse. L'an passé, les deux hommes ont signé l'acte de

**AU NUMÉRO 18 D'UN BÂTIMENT QUELCONQUE** sur la Futures Drive à Orlando (Floride), le siège de la DWB Holding. C'est auprès de cette société fantôme que le produit d'une escroquerie mondiale a été saisi.

consentement prévoyant la confiscation du contenu de dix de leurs comptes bancaires ainsi que de plusieurs biens détournés.

## À MONS, DES AMÉRICAINS CHERCHENT LA DROGUE

En l'absence d'un dénouement officiel, la longue attente indispose les (centaines de) milliers de victimes de la fraude EMG/DWB. Certaines ont porté plainte sur le sol américain. D'autres, regroupées en associations, cherchent réparation devant les tribunaux français ou espagnols. « *Marre de subir - impuissants - une seconde*

## INTERVIEW



**L'AVOCAT FRANCIS BOYER.** Il est l'un des rares à avoir reconstitué le puzzle.

# L'HYPOTHÈSE DU « MARCHANDAGE »

L'avocat américain Francis Boyer défend des victimes françaises. « *C'est anormal, dit-il. La justice américaine évite tout commentaire sur cette affaire. Que je sache, il ne s'agit pourtant pas de terrorisme !* »

### Marianne : Quelle est votre analyse de cet épineux dossier ?

**Francis Boyer :** Cette affaire est incroyable par son ampleur. En fait, il faut parler de plusieurs affaires emmêlées. C'est précisément ça le problème. Une vaste escroquerie a « *assassiné* » financièrement des investisseurs disséminés sur tous les continents. Et puis, il est évident que la justice américaine est confrontée à un trafic de drogue et à du blanchiment d'argent. Vous avez vu le nombre de barres d'or retrouvées par les enquêteurs américains (294, NDLR) ?

### Pensez-vous que les victimes puissent un jour être indemnisées ?

**F. B. :** (*Il hésite.*) Ces gens ont été attirés sur le Net. Il y a assez peu de traces, de réunions, de documents signés. La partie est serrée, mais les victimes recevront quelque chose en retour, j'en suis sûr. Quand ? On me répond sans cesse que « *l'enquête pénale est en cours* ». Or, pour que les victimes récupèrent leur argent, il faut que cette enquête-là aboutisse un jour.

### Vous êtes sceptique ?

**F. B. :** Entre 2008 et 2010,

l'argent du crime a été isolé en Arizona. Sur ces comptes secrets figurent sans doute les économies de mes clients. Pourquoi ces lenteurs judiciaires, cinq ans après ? Face à une nébuleuse mafieuse, la justice se tait. Nous ne recevons aucune information sur l'enquête. Il ne s'agit pourtant pas de terrorisme !

### Pourquoi un tel silence ?

**F. B. :** Parce qu'il y aurait un marchandage... On demanderait aux escrocs de donner de l'information sur la partie « *trafic de drogue et blanchiment* ». En échange,

on laisserait tomber l'escroquerie internationale. C'est une hypothèse. J'ai le droit de m'interroger.

### Précisez votre propos...

**F. B. :** Il s'agit d'une pieuvre multiriminelle, fédérée, soudée et internationale, dont on ne voit ni la tête ni les pieds. En tout cas, ils ne sont pas en prison. Les détenus des comptes suspects d'Arizona restent libres. L'argent saisi est considéré suffisamment criminel pour le geler, mais pas pour le restituer. ■ **PROPOS RECUEILLIS PAR Ph. E.**

dégelée, clame Annie Gallecier, la présidente d'un de ces collectifs. *Escroqués, puis mal informés du déroulement des enquêtes.* » Dans la baie de Tampa, ouverte sur le golfe du Mexique, l'avocat Jordan Maglich s'est fait une spécialité dans la traque des pyramides de Ponzi (ou de Madoff). « *Difficiles à combattre, car elles laissent peu de traces écrites. Très nombreuses, aussi, au cours des années de forte croissance. Il n'empêche, dit l'avocat, l'action du gouvernement américain est bien trop timide.* » Maglich isole une statistique officielle qui ne ras-

surera pas les malheureux investisseurs. « *Le fisc américain estime que 5 % seulement des victimes d'une pyramide frauduleuse récupèrent la mise.* »

Sur ce gigantesque dossier EMG/DWB, les justices américaine, espagnole, française ou belge ont accumulé de nombreuses preuves. Mais l'échange d'informations a été décevant et plusieurs témoins ou acteurs conviennent qu'« *il n'existe toujours pas de réelle coopération policière ou judiciaire.* » Fait rare, il y a deux ans, des enquêteurs américains ont débarqué à Mons. Ils

cherchaient à vérifier si des Belges, regroupés autour de l'ex-bras droit d'Elio Di Rupo, Pierre Urbain, étaient impliqués dans le trafic de drogue. La réponse semblant négative, ils ont rebroussé chemin. Ils ne sont plus jamais revenus... A l'époque, il était question d'une demande de coopération internationale, émanant des Etats-Unis. La requête est restée lettre morte. Ceci confirmerait-il que la police et la justice américaine se focalisent sur le cartel ? L'escroquerie passant au second plan ?

En fait, les lenteurs dans la gestion du cas « *Rojo Filho/Benevides* » n'auraient rien d'exceptionnel. La DEA a l'habitude de ferrer le gros poisson en prenant son temps. L'excès de prudence peut s'expliquer aussi par la mésaventure vécue par la police antidrogue en 2009 : Benevides avait été arrêté pour trafic de stupéfiants, mais l'absence d'éléments probants avait débouché sur sa remise en liberté. ►

## LE FISC AMÉRICAIN ESTIME QU'IL N'Y A QUE CINQ VICTIMES SUR CENT D'UNE PYRAMIDE FRAUDULEUSE QUI RÉCUPÈRENT LEUR MISE



> Qui sait ?, la vérité sur les liaisons américano-belges aurait pu aider à comprendre la genèse de l'escroquerie internationale. A quand remontent au juste ces contacts ? Comment expliquer que des Belges aient entamé leur business douteux avant même que la pyramide soit érigée ? Que savent-ils des intentions de leurs partenaires postés de l'autre côté de l'Atlantique ?

## CHEZ LE PREMIER MINISTRE

Or, on l'a dit, les enquêteurs américains n'ont pas insisté. Chez nous, l'inculpation du secrétaire communal de Mons, Pierre Urbain, s'est ajoutée à d'autres instructions délicates dans la ville du Premier ministre (l'affaire De Groeve/Bellens et le placement controversé de l'intercommunale IDEA, entre autres). Manque de moyens, extrême sensibilité politique de ces affaires, déstabilisation d'enquêteurs accusés à tort d'avoir mal introduit leurs notes de frais : le volet international de l'affaire Urbain est apparu secondaire.

Bref, de Washington à Madrid, les autorités judiciaires ont tardé, hésité, travaillé en parallèle. Rojo Filho et Benevides n'ont guère à s'en plaindre. ■



PAR MILLIONS, LES ÉCONOMIES DES VICTIMES ont été transformées aussi vite en belles voitures et en lingots d'or.

# SUR LA TRACE D'ESCROCS LIBRES DE BLANCHIR MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

## DE SINALOA

**Le caméléon et l'homme en sursis. Cinq ans après une énorme fraude, les faussaires présumés changent d'apparence, se glissent entre les mailles du filet et relancent le business. Une étonnante métamorphose.**

PAR PHILIPPE ENGELS ET ANABEL HERNANDEZ

Instantanés de Floride. Juillet 2013. Le Brésilien Daniel Fernandes Rojo Filho prend la pose dans un bel hôtel, protégé par des gardes du corps. L'homme d'affaires se laisse abondamment photographier. Avec d'autres businessmen, des notables et son épouse en robe de mariée. Rojo Filho porte fièrement l'écharpe *auriverde* de « Chancelier des relations Brésil/États-Unis ». Il est verni. Ce soir-là, il reçoit en prime « l'ordre du mérite Juscelino Kubitschek », du nom d'un ex-Premier ministre de ce pays émergent. Le Congrès brésilien donne du crédit à cette distinction honorifique en indiquant que sa

finalité est « d'attirer l'attention sur l'importance de la compétence d'entreprendre ». Seuls de grands sportifs et des personnalités en vue de la scène politique, économique ou culturelle entrent en ligne de compte pour son attribution. L'influent homme d'affaires Regino Barros s'est déplacé pour renforcer le caractère officiel de la cérémonie. Président d'un important centre culturel de Sao Paulo (le CICESP), ce Barros jouit de connections enviées dans les milieux gouvernementaux et diplomatiques. Lui et le chancelier sourient face aux photographes.

Tel le phénix, Daniel Fernandes Rojo Filho renaît de ses cendres. Ses avoirs ont été confisqués



FLORIDE, JUILLET 2013. Un Brésilien influent, l'homme d'affaires Regino Barros, décerne le titre de « Chancelier » à un compatriote... cible d'une enquête sur un gigantesque trafic de drogue.

parce qu'il s'agit d'« argent d'origine criminelle ». Le Pentagone croit savoir qu'il travaillerait pour le cartel mexicain de Sinaloa. Or, l'homme vaque à ses occupations. Une enquête pénale le trace sur ses anciennes activités à la tête d'une société holding (DWB) ? Pas grave. Il écarte toute référence à DWB sur son profil LinkedIn et s'affiche désormais comme le président de Platinum Bancorp. Une plateforme financière offshore qui fait la promotion de neuf mégaprojets aux États-Unis. Toujours dans les mêmes secteurs. L'or, l'énergie, l'automobile. Le Brésilien entreprenant maîtrise les subtilités des paradis fiscaux. Avec un businessman de sa trempe, né au Belize et également éclaboussé par des affaires de fraude, Rojo Filho a créé deux sociétés à Panama en 2007-2008 (la Bannorth DWB Corporation et Financiera DWB Bannorth).

Daniel Fernandes Rojo Filho adore les belles vitrines. Sa holding DWB s'appuyait sur un site

aguichant. Là, le nouveau chancelier donne l'illusion d'être à la tête d'une véritable agence gouvernementale. La façade internet du Brazilian Chancellor to USA vante le renouveau économique du Brésil, relaie les communiqués de presse de la présidente Dilma Rousseff et propose même un lien vers... la Maison-Blanche. Un culot monstre. Au printemps 2013, Rojo Filho avait utilisé la même ficelle en squattant un blog faisant l'apologie de milliardaires. C'est là qu'il avait relancé son business, disant « contribuer à la prospérité des États-Unis » et raillant les enquêteurs américains. « L'homme d'affaires de 45 ans n'a pu lancer ses nouveaux projets avant cela, pouvait-on lire, à cause de l'investigation d'un sheriff adjoint qui a causé beaucoup de tort à l'économie américaine. »

Puisque les services secrets le suivent de près, ils doivent savoir que, l'été dernier, Rojo Filho a retrouvé le goût des meetings aux belles promesses. C'était à

Orlando. Répartis par tables de cinq, des investisseurs potentiels se voyaient proposer des droits de propriété dans le secteur de l'or. Au tableau de cette classe improvisée, un « professeur » venu de Miami précisa à plusieurs reprises que « tout cela était légal ». Davantage que la pyramide de Ponzi exploitée il y a cinq ans par le Brésilien et son partenaire Pedro Benevides, présent à cette réunion du renouveau ?

Un mois plus tard, c'est d'énergies renouvelables dont il est question dans la fausse intimité d'un établissement d'Orlando. Un domaine de prédilection, ici aussi. Terminé, les projets d'usines de biocarburant. Place à la biomasse, qui consiste à produire de l'énergie à base de bois ou de déchets verts. Ce soir de fin d'été 2013, dix hommes attablés entendent un homme d'affaires grec vanter la maturité de son invention. Reste à trouver les financements. Tout se serait alors décanté à l'arrivée d'un homme âgé d'une quarantaine d'années, un Mexicain qu'on prénommera « Mike ». Parlant fort, le puissant homme aurait fait valoir sa capacité à allonger les millions. Daniel Rojo Filho jouit d'une réputation d'homme intelligent, beau parleur et, surtout, doté d'énormes capacités à mobiliser des fonds. Il garde de bonnes connections.

## FAUX ET USAGE, FRAUDE BANCAIRE ET COCAÏNE

Agé de 45 ans, Pedro « Pete » Benevides a lui aussi été sanctionné par un tribunal civil de Floride et il serait un autre relais financier de Sinaloa. Spécialiste de >



Belga

► l'immobilier, l'Américano-Portugais entre et sort de prison à intervalles réguliers. Il vit sous la menace d'une condamnation pour fraude bancaire. Le dossier 6:13-cr-00234. De 2005 à 2008, Benevides et d'autres personnes « non identifiées » par la justice américaine sont accusés d'avoir escroqué une demi-douzaine de banques. Pour obtenir des financements, il aurait fourni des informations erronées à ces banques. Déjà impliquée dans le dossier DWB, lourdement taxée en 2010 pour avoir aidé le cartel de Sinaloa à blanchir l'argent de la drogue, la Wachovia Bank est une nouvelle fois ébloussée : l'enquête indique qu'elle aurait établi des documents trompeurs utilisés par Pedro Benevides.

L'homme d'affaires comparaitra libre à son procès prévu en juin prochain. Un procureur de Floride a requis trente ans de prison à son encontre. Lorsque les avocats de Benevides ont sollicité sa libération sous caution, le juge David A. Baker a eu cette hésitation étonnante, le 20 septembre dernier, au Middle District Court de Floride. « Vu la nature des charges retenues contre votre client et son passif criminel, tout ceci me préoccupe. (...) Si je

**SAISIE DE DROGUE AU PANAMA (2013).** Les hommes d'affaires suspectés de blanchiment dans l'affaire EMG/DWB ont créé plusieurs sociétés dans ce paradis offshore.

comprends bien, Mr Benevides est actif dans quelque chose en relation avec la finance. Et donc, je pense que cet accès aux institutions financières ou à l'argent de leurs clients peut poser problème. » Peu de temps après, Pedro Benevides quittait pourtant les murs de la prison. Dans son petit bureau du West Morse Boulevard, situé à Winter Park (Floride), l'avocat John Benford n'éluide aucune de nos questions. « Les faits retenus contre mon client, Mr Benevides, n'ont rien à voir avec une pyramide de Ponzi et avec vos interrogations relatives à DWB, dit-il. Cette fraude pyramidale remonte à plus de cinq ans et la justice américaine n'a rien pu prouver. (...) Jamais entendu parler d'un lien avec le cartel de Sinaloa. » Et les sept mois de détention pour trafic

de stupéfiants, en 2009 ? Des pilotes travaillant pour une des sociétés de Benevides - Skyview Aviation - s'étaient fait pincer aux commandes d'un avion acheminant cinq kilos de cocaïne vers la Floride. Ils avaient chargé Benevides en accusant leur patron de financer ces activités illicites. « Mais la baudruche s'était dégonflée », conclut Benford.

### HERIBERTO, LE VRAI BOSS ?

Agé de 44 ans, Heriberto Perez Valdes codirigeait également plusieurs sociétés de la nébuleuse DWB & Co. Il aime se présenter comme le vrai boss du réseau. De 2007 à 2009, les Belges aux affaires avec le réseau américain ont répété à Rojo Filho et consorts que c'est effectivement « Heriberto » qui

**« LES SLOVAQUES SONT FOUS FURIEUX ! MAIS TANT QUE DANIEL NE LE PERMET PAS, JE NE PEUX PAS CONTACTER HERIBERTO... » (PIERRE URBAIN)**

### VICTIMES

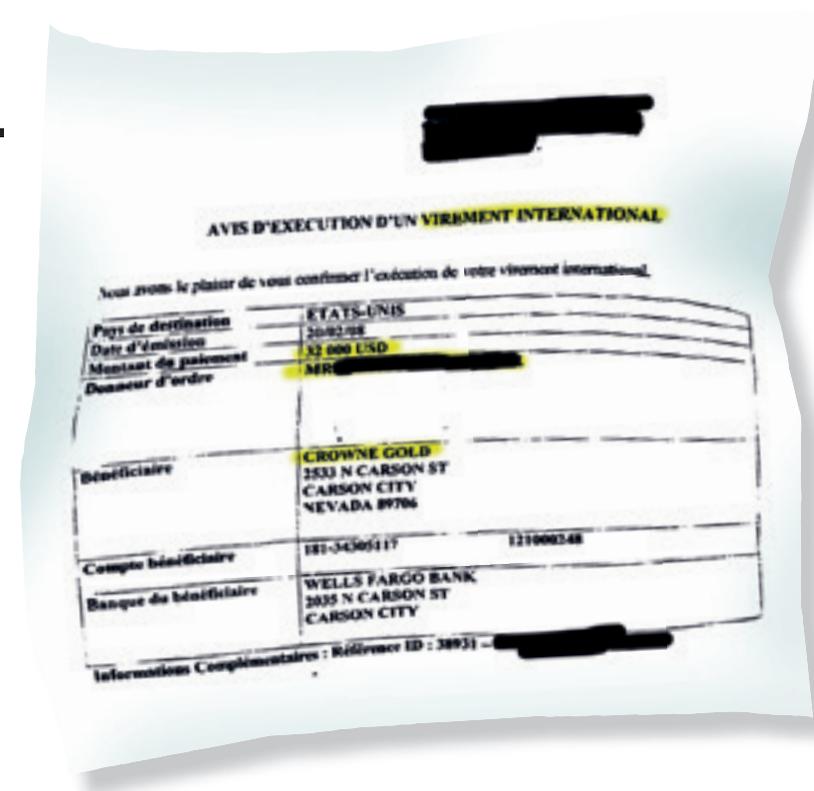
## LE PIÈGE, PUIS LA COLÈRE

Le 7 février 2008, le Français Jean-Marie V. lance une bouteille à la mer. Il effectue un « petit » virement international de 22 000 dollars sur un compte ouvert par la société Crowne Gold auprès de la banque Wells Fargo, à Carson City, Nevada. Il en fera d'autres. 32 000 dollars, le 20 février. 15 000, le 11 mars... Au total, le malheureux va perdre 1 million de dollars (près de 740 000 euros). Un couple d'amis gaspillera 921 281 dollars dans les mêmes circonstances. Leur avocat américain (lire son interview, p. XXXX17XXXX) a déposé une plainte pimentée. Les patrons des sociétés EMG et DWB auraient « converti les fonds investis en biens immobiliers, propriétés personnelles, véhicules de luxe et business divers en Floride et dans le monde entier ». Il est question de « racket » et de « blanchiment ». Epuisés par la longueur des procédures, les plaignants ont toutefois déposé les armes. Fin 2009, la consultante Annie Gallecier a misé et perdu 90 000 euros d'économies auprès du même site aguichant, nommé Finanzas Forex (la marque commerciale de la société offshore panaméenne EMG, aujourd'hui dissoute). Via un simple clic, elle rêvait de rendements à deux chiffres. Elle croyait aux vertus du marketing relationnel et à l'ouverture du marché des devises étrangères au grand public. Un marché ciblé en théorie par Finanzas Forex. « Je n'ai pas revu le moindre centime et j'enrage d'avoir parrainé d'autres victimes. Souvent des membres de ma famille et des amis proches », dit la présidente de l'Association Recours Escroqueries International (ARCES International), qui continue à se battre contre des fantômes. ■ P.H.E.

était « la » personne de référence. Quand des investisseurs de l'Est bousculent la « Belgian Connection » en février 2009, le secrétaire communal Pierre Urbain écrit que « Les Slovaques sont maintenant fous furieux » et il demande s'il doit « en parler à Heriberto ». Même chose juste après : « Je ne veux pas contacter Heriberto tant que Daniel ne m'y autorise pas. Mais je vais bientôt devoir m'y résoudre. »

Dans l'enquête DWB, le sheriff américain Noel F. Martinez écrit dès janvier 2010 qu'Heriberto Perez Valdes était un « promoteur » des produits financiers frauduleux vendus via le Net à des amateurs de placements risqués. En tant que président d'Obbalube Investment Corporation (liée à la holding DWB), l'homme d'affaires aurait lui aussi ouvert un compte auprès

**LA WACHOVIA BANK :** ébloussée par plusieurs affaires en lien avec le cartel de Sinaloa.



**UNE OPÉRATION COMME IL Y EN A EU DES MILLIERS.** Le 20 février 2008, un Français vire 32 000 dollars sur un compte détenu par la société Crowne Gold (partenaire d'EMG), auprès de la Wells Fargo. Alléché par des rendements à deux chiffres, il perdra au total un million de dollars...

de la Wachovia Bank. A partir de septembre 2008, l'équivalent de 10 millions d'euros en provenance de différents endroits du globe y aurait atterri. Obbalube Investment Corporation n'était pas agréée pour ce type de busi-

ness. Comme le « boss » Heriberto Perez Valdes, elle figure parmi les principaux suspects de l'interminable enquête. ■ PAR PHILIPPE ENGELS ET ANABEL HERNANDEZ Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.



Belga



# PIERRE URBAIN ET ELIO DI RUPO, « BRAS DROIT » OU PETITE MAIN ?

Arrivé tard pour partir tôt, le premier fonctionnaire de la Ville de Mons pendant quatre ans laisse une trace discrète dans le paysage politique local.

PAR NICOLAS DE DECKER

L'inculpation de Pierre Urbain, en mars dernier, a stupéfié le monde politique montois avant de susciter une suspension préventive, dans l'attente d'une décision judiciaire, immédiatement décrétée par le collège communal. Le secrétaire communal du chef-lieu hennuyer n'avait pas frappé les imaginations. D'un tempérament discret, « affable » voire « falot », selon les témoignages, le numéro un de l'administration municipale montoise tranchait avec son prédécesseur, l'éruptif Bernard Van Cauwenberghe. Celui-ci, en poste depuis trente ans lorsqu'il a pris sa retraite, le premier mars 2009, pouvait se montrer « cassant, voire autoritaire », se rappelle le libéral Bernard Beugnies, conseiller communal de 1976 à 2012, et échevin des Finances de la dernière législature, tout le contraire de Pierre Urbain, que l'on n'entendait pratiquement jamais ». Arrivé sur le tard, après vingt-six ans passés à la même fonction dans un autre fief socialiste, celui du Boussu de l'ancien ministre Robert Urbain (aucun lien de parenté...), l'homme s'est installé sans bruit aux manettes d'une machine qui avait démarré sans lui. Et encore acteurs et observateurs contestent-ils même à Pierre Urbain une place dans le

**PIERRE URBAIN,** premier fonctionnaire de Mons sous le maiorat d'Elio Di Rupo, était-il un étranger pour le bourgmestre ? Difficile à croire.



cockpit montois. « Il n'a jamais été dans le premier cercle du pouvoir dirupien, poursuit encore Bernard Beugnies. Si vous vouliez obtenir quelque chose, il fallait passer par sa cheffe de cabinet Anne-Sophie Charle, ou par son attachée de com, Juliette Picry... »

## NOYAU DUR

De fait, « la mainmise du politique sur l'administratif, donc des cabinets sur les fonctionnaires, est bien plus importante à Mons que dans la plupart des autres villes wallonnes où, souvent, les grades légaux, secrétaires et receveurs, parviennent à se ménager un pré carré », explique un

bon connaisseur de la chose politique locale. La précellence d'un noyau dur de cabinetards plutôt que de fonctionnaires tient à la fois à l'ascension montoise d'Elio Di Rupo - il a conquis le mayorat depuis l'extérieur de l'appareil socialiste local - et à son relatif éloignement, occupé qu'il est depuis le milieu des années nonante à des tâches ministérielles et/ou présidentielles, à Bruxelles et/ou Namur. D'où l'importance, pour le mayeur, de pouvoir compter sur une équipe forte, fiable et flexible.

Bref, « à moins de considérer que tous les socialistes de Mons et du Borinage soient ses bras droits, Pierre Urbain n'était pas celui d'Elio Di Rupo... », affirme Jean-Pierre Viseur, figure presque historique de l'opposition écologiste aux rougeoyantes - teintées d'orange puis, depuis 1999, de bleu - majorités montoises. N'empêche : le premier fonctionnaire d'une commune n'est jamais un étranger pour son premier citoyen. Fût-il aussi le premier des ministres. ■

**L'HOMME S'EST INSTALLÉ  
SANS BRUIT AUX MANETTES  
D'UNE MACHINE QUI AVAIT  
DÉMARRÉ SANS LUI...**